

## Editorial

La réflexion collective sur «Islam et démocratie», ou plus exactement sur «La question démocratique et les sociétés musulmanes» d'où est issu le dossier central de ce numéro, a commencé en mai 1997 et a donné lieu à plusieurs réunions dans le cadre des activités de l'Equipe de recherches sur la Turquie et l'Iran contemporains (ERTIC)<sup>1</sup>, un groupe informel du Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de la Fondation nationale des sciences politiques.

Dans une deuxième étape, un séminaire a réuni à Genève, les 26 et 27 septembre 1997, la plupart des membres du groupe. Le séminaire a retenu trois des six pays choisis, à savoir la Turquie, l'Iran et le Pakistan. Chacun des trois cas a fait l'objet de trois communications. Enfin, les 26-27 novembre 1998, se sont tenues au CERI deux Journées d'études où ont été présentés la plupart des textes que nous vous proposons dans le présent dossier<sup>2</sup>.

Notre démarche s'est appuyée d'emblée sur la nécessité de situer le débat à un niveau universel et comparatiste: d'une part entre les trois monothéismes, le christianisme, le judaïsme et l'islam, et d'autre part à l'intérieur du monde musulman, sans forcément limiter ce dernier, comme on le fait souvent en France, au monde arabe. Dès le début, nous avons proposé d'étayer la réflexion sur six pays. La Turquie et l'Iran font partie du domaine direct des travaux traditionnels de VERTIC. Quatre autres cas étaient proposés de manière à représenter, dans ses grands traits culturels, l'ensemble du monde musulman, en tenant compte de la diversité des trajectoires historiques et politiques, et des contextes actuels, dont certains sont relativement peu étudiés : un pays arabe (éventuellement l'Algérie, un contexte de violence), le Pakistan (une masse démographique), la Malaisie (cohabitation de deux ethnies de culture et de langue différentes), un pays issu de la dislocation communiste/soviétique (une république centrasiatique en l'occurrence l'Ouzbékistan, ou la Bosnie). Il s'agit d'étudier la question sous deux angles complémentaires: la place de l'idée démocratique dans les pratiques discursives des sociétés musulmanes (des acteurs « islamistes » ou non), en faisant la part du rhétorique, et le fonctionnement sociologique, institutionnel et politique de ces dernières, évalué à l'aune démocratique. Ici, nous avons intégré le cas de l'Indonésie, relativement proche de la Malaisie, et pour le monde arabe, l'Égypte et le Maroc à titre comparatif.

Dans ce dossier, nous avons choisi de mettre l'accent sur trois catégories d'acteurs et d'étudier leur positionnement par rapport à la question démocratique : les militaires, les paysans et les entrepreneurs. Il s'agit de cerner la réflexion en soulignant les interactions entre Etat et société qui, d'une part, remettent en cause le rôle des acteurs centraux et « classiques » (élites civiles, partis politiques quand ces derniers existent, etc.) et qui, d'autre part, contribuent à déterminer fortement la possibilité démocratique.

Des termes tels que l'Etat, la nation, la communauté, l'identité voire la classe sociale reviennent bien entendu tout au long des études. Toutefois, les débats sont de plus en plus centrés sur des concepts tels que la société civile (*jâme'e madani*, en persan, *sivil toplum*, en turc), la citoyenneté (*shahrvandi*, en persan, *yurttaşlık* en turc) et l'individu (*fard*, en persan, *birey* en turc) pour ne prendre nos exemples que dans les cas turc et iranien ; ils font leur apparition comme une valeur positive dans le champ politique mais aussi religieux<sup>3</sup>.

Dans un deuxième dossier sur l'Adjarie et les Adjars de Géorgie, confectionné par Jean Radvanyi et Charles Urjewicz, qui, par ailleurs y contribuent, Jean Radvani et Nicolas Beroutchacvili évoquent cette république autonome de Géorgie, la seule à ne pas avoir connu de conflit armé lors du passage à l'indépendance, et qui représente à la fois un atout majeur du fait de sa position stratégique et un « point noir » tant les relations entre les autorités de Tbilissi et la présidence locale sont notoirement difficiles. Ekatherina Meiring Mikadze étudie l'islam adjare, sa trajectoire historique et ses implications contemporaines, en essayant de cerner les représentations géorgiennes des Géorgiens musulmans, en particulier des Adjars, dans une Géorgie alors engagée dans la construction/reconstruction de son histoire. David Dartchiacvili et Charles Urjewicz enfin, considèrent que cette république est l'exemple paradoxal d'un processus singulier qui entraîna un Etat athée à s'appuyer sur le facteur religieux afin d'y créer une entité étatique spécifique. L'effondrement de l'Union, la disparition des instances de commandement, intermédiaires obligés dans les rapports entre « centres » et « périphéries », ont remis en cause les équilibres sur lesquels reposait l'édifice national soviétique. En l'absence d'une base légale, voire d'une règle du jeu acceptée par tous, les questions essentielles posées par les périphéries n'ont pas trouvé de réponse.

Caroline Ibos s'attache à travers les Sakhas, habitants de la République de Yakoutie-Sakha, les turcophones les plus septentrionaux de Russie, à l'étude du «bricolage identitaire» au sens créatif et positif que Lévy-Strauss a voulu donner au terme «bricolage». H.B. Paksoy revient sur un épisode historique, celui des Basmaci, mouvement étroitement associé à la personnalité de Zeki Velidi Togan.

Dans « Champ libre », la rubrique que poursuivent Fariba Adelkhah et Yvette Benusiglio, vous trouverez des travaux sur l'Asie Centrale : de Bayram Balci sur la politique de la Turquie dans cette région, en l'espèce au Kazakhstan, qui cherche à promouvoir un patrimoine culturel commun; de Gilles Dorronsoro, s'interrogeant sur la nature des Talebans, particulièrement peu ouverts sur le monde extérieur et souvent caricaturés par les médias; de Mariam Abou Zahab, sur les relations entre le Pakistan et l'Iran qui ont connu des moments difficiles ces dernières années, des faits de l'ingérence pakistanaise dans le conflit afghan et des violences confessionnelles au Pakistan liées à une radicalisation de la communauté chiite.

Hakan Yavuz, notre correspondant à Salt Lake City, à qui toute l'équipe éditoriale de la revue souhaite un prompt rétablissement à la suite de graves blessures qu'il a subies au moment du tremblement de terre du 17 août 1999<sup>4</sup>, qui l'a surpris à Izmit où il se trouvait pour enquête sociologique, s'exprime sur un livre récent sur la question kurde, et à travers elle sur les allégeances religieuses, linguistiques, les loyautés tribales dans l'Empire ottoman et la Turquie républicaine.

Dans la chronique artistique, Yves Thoraval et Nicolas Monceau reviennent respectivement sur les cinémas turc et iranien, sur « la soif d'images » d'une jeunesse dans le premier cas, sur la projection enfin, après quinze années d'interdiction, dans les salles turques, au film YOL réalisé par Yilmaz Güney, dans l'autre cas.

Que Françoise Blanchard, qui prend une retraite anticipée, accepte que nous lui dédions ces travaux.

Semih Vaner

<sup>1</sup> Les travaux de cette équipe ont donné lieu, au cours des années 1987-1988, à plusieurs réunions et à un colloque sur la « Modernisation autoritaire en Turquie et en Iran », organisés au CERI, à des publications dans les *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (CEMOTI), notamment dans les numéros 5 et 6 (1988) et à un ouvrage collectif sur *Modernisation autoritaire en Turquie et en Iran* (Paris, L'Harmattan, 1991), sous la direction de l'auteur de ces lignes.

<sup>2</sup> En dehors des auteurs que vous trouverez dans le présent numéro, Moncef Djaziri (Université de Lausanne) a présenté une communication sur « Année, Etat et processus démocratique en Algérie, Libye et Tunisie: une approche comparative ». Par ailleurs, Danièle Hervieu-Léger (CEIFR-EHESS), Nicole Grimaud (CERI), Jean Leca (IEP de Paris), Patrick Michel (CEIFR-EHESS), Ali Kazancigil (UNESCO), Zaki Laidi (CERI), Christophe Jaffrelot (CERI), Luis Martinez (CERI), Mohammed Kerrou (IRMC, Tunis) y ont pris une part active, soit en présidant l'une des quatre séances, soit en tant que discutants. Qu'ils trouvent tous ici l'expression de notre gratitude. Les recherches et la rencontre auraient pu difficilement se réaliser sans les encouragements effectifs d'Hélène Arnaud (ancienne secrétaire générale du CERI). Nous lui en sommes reconnaissants. Linda Amrani (CERI) a accompagné les préparatifs des Journées d'études avec son attention et sa gentillesse. Nous tenons également à remercier Mme Catherine Gorse-Combalat de l'Ambassade des Etats-Unis en France, qui a obtenu les subsides nécessaires pour le déplacement à Paris de Marcie Patton (Fairfield University).

<sup>3</sup> Dans ce sens, ce numéro s'inscrit dans la continuité du dossier précédent de notre revue: «L'individu en Turquie et en Iran» (dossier rassemblé par Ali Kazancigil et Farhad Khosrokhavar), *CEMOTI*, n° 26, juillet-décembre 1998, 330 p.

<sup>4</sup> Voir à ce propos la campagne d'aide lancée par l'AFEMOTI en faveur des enfants victimes des séismes en Turquie (p. 365 et suiv.)